

**Objet : Amendement au règlement d'aides aux professionnels**

L'an deux mille dix-neuf, le trente octobre, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercy Void Vaucouleurs, convoqués le trois septembre 2019, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Commercy

**Etaient présents :**

**Boncourt sur Meuse** : MIDENET Éric ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Brixey-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean Marie ; **Burey en Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey -La-Côte** : LANGARD Jean Michel ; **Chalaines** : SANCHEZ Christine *suppléante de HOCQUART Patrick* ; **Champougny** : VINCENT Éric ; **Chonville Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercy** : BARREY Patrick, LEFEVRE Jérôme, LE BONNIEC Alain, GUCKERT Olivier, LEMOINE Olivier, RICHARD Suzel, THIRIOT Elise ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Euville** : FERIOLI Alain, HIRSCH Philippe ; HERY Joël, SOLTANI Denis ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Lérrouville** : BRUNO Patricia, PORTEU Brigitte, VIZOT Alain ; **Marson sur Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Maxey-sur-Vaise** : DINTRICH Jean Luc ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Ménil-La-Horgne** : CONNESSON Jean Claude ; **Naives-En-Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Ourches sur Meuse** : GUILLAUME Jean Louis *suppléant de GUILLAUME François* ; **Pagny sur Meuse** : PAGLIARI Armand, MAGNETTE Jean-Marc ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Rigny la Salle** : ASSADOURIAN Marc ; **Rigny Saint Martin** : POIRSON Éliane ; **Saint Aubin sur Aire** : FALLON Jean Luc ; **Saint Germain sur Meuse** : ANDRE Patrick ; **Sauvigny** : BESSEAU Frédéric ; **Sepvigny** : LIEGAUT René ; **Sorcy Saint Martin** : DELOGE Robert ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Ugny sur Meuse** : FIGEL Régis ; **Vaucouleurs** : GIANNINI Cédric ; **Void-Vacon** : ROCHON Sylvie, GAUCHER Alain , LHERITIER Jean Paul

**Suppléant présent sans pouvoir de vote**

**Chonville Malaumont** : BENICHOUX Roselyne ; **Laneuville-au-Rupt** : LUX Michel ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : JACOB Bernard

**Absents**

**Bovée-sur-Barboure** : LEROUX Dominique ; **Broussey en Blois** : BELMONT Stéphanie ; **Chalaines** : HOCQUART Patrick ; **Chonville Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercy** : CAHU Géraud, BOUROTTE Liliane, BRETON Natacha, CARE Florent, DABIT Annette, MAROTEL Jacques, PAILLARDIN Delphine, VAUTRIN Jean-Philippe ; **Epiez sur Meuse** : HENRION Mauricette ; **Erneville-Aux-Bois** : DRUPT Hubert ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : FILLION Jean Charles ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique ; **Mélny le Petit** : BOUCHOT Christian ; **Montbras** : THOMAS Claude ; **Montigny les Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Nançois-Le-Grand** : ORBION Claude ; **Ourches sur Meuse** : GUILLAUME François ; **Pagny la Blanche Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pont sur Meuse** : GRUYER Reynald ; **Saulvaux** : LEROUX Patrice ; **Sauvoy** : THIRIET Philippe ; **Sorcy Saint Martin** : MARTIN Franck ; **Vadonville** : BON Bénédicte ; **Vaucouleurs** : DINE Régis, FAVE Francis, GEOFFROY Alain ; **Vignot** : BUCQUOY Régine, THOMAS Guylaine, CHAFF Daniel ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void-Vacon** : BOKSEBELD Virginie ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

**Pouvoirs ont été donnés à :**

LECLERC Francis de ORBION Claude, PETITJEAN Joël de BOUCHOT Christian ; BARREY Patrick de CARE Florent, LEMOINE Olivier de BOUROTTE Liliane, RICHARD Suzel de DABIT Annette, THIRIOT Elise de CAHU Géraud

Secrétaire de séance : BESSEAU Frédéric

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 50

Nombre de pouvoirs: 6

Nombre de suffrages exprimés : 56

VOTES : Pour : 56 - Contre : 0 - Abstention : 0

**Objet : Amendement au règlement d'aides aux professionnels**

**30/10/2019    Délibération n°171-2019**

Envoyé en préfecture le 05/11/2019

Reçu en préfecture le 06/11/2019

Affiché le

ID : 055-200066157-20191030-171\_2019-DE

Vu la délibération en date du 13 février 2019 modifiée par délibération en date du 11 septembre 2019, le Conseil a, dans le cadre de la compétence actions de développement économique de la CC CVV, adopté un règlement d'aides à destination des entreprises du territoire :

- 1- Aide à la réalisation de travaux de mise aux normes d'accessibilité
- 2- Aide aux créateurs d'entreprises (de moins de 36 mois) et aux repreneurs d'entreprises
- 3- Aide à la première embauche de salarié

Vu la proposition de la commission développement économique de modifier le règlement en limitant le montant des aides versées à une même entreprise à 6 000 € sur une durée de 3 ans en un ou plusieurs dossiers (dépenses subventionnables limitées à 30 000€ sur une période de 36 mois – taux 20%).

Il est demandé au Conseil de se prononcer sur cette proposition.

Après exposé du Président et après avoir délibéré

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité, VALIDE la modification du règlement d'aides à destination des entreprises du territoire et le règlement ci-annexé, en limitant dans l'axe 2 Aide aux créateurs d'entreprises (de moins de 36 mois à compter de son immatriculation), aux repreneurs d'entreprises et aux nouveaux établissements créés sur notre territoire, le montant des aides versées à une même entreprise à 6 000 € sur une durée de 3 ans en un ou plusieurs dossiers (dépenses subventionnables limitées à 30 000€ sur une période de 36 mois – taux 20%).

*Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.*

*Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.*

**Le Président**



**Francis LECLERC**

Date de convocation : 24/10/2019

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

# REGLEMENT D'AIDES AUX ENTREPRISES

## 1. Aide à la réalisation de travaux de mise aux normes d'accessibilité

---

**Objectif :** Apporter un soutien financier pour la réalisation des travaux liés à la mise aux normes d'accessibilité d'un espace recevant le public (loi n° 2005-102 du 11 février 2005)

### 1.1. Conditions d'éligibilité

Seront concernés, les seuls dossiers de dépenses consacrées à des travaux de :

- Mise aux normes d'accessibilité d'un espace recevant le public.

Seront exclus :

- Les travaux d'agencement,
- Les travaux d'entretien,
- Les travaux réalisés dans un local professionnel non distinct de l'habitation principale.

### 1.2. Modalités financières

Taux d'aide fixé à 20% de l'investissement HT. Prend la forme d'une subvention.

Plancher des investissements : 2 000 €HT, soit une aide minimum de 400 €.

Plafond des investissements : 10 000 €HT, soit une aide maximum de 2 000 €

### 1.3. Bénéficiaires

Entreprises commerciales, artisanales, agricoles dont l'effectif est inférieur ou égal à 10 salariés ayant un CA < à 1 200 000 €HT

## 2. Aide aux créateurs d'entreprises (de moins de 36 mois à compter de son immatriculation), aux repreneurs d'entreprises et aux nouveaux établissements créés sur notre territoire

---

**Objectif :** Favoriser les créations/reprises d'entreprises ou de nouveaux établissements sur le territoire de la CC CVV, maintenir le tissu économiques local et (indirectement) les emplois qui en dépendent ou favoriser le développement des entreprises.

### 2.1. Conditions d'éligibilité

Seront concernés, les seuls dossiers de dépenses consacrées à :

- Des investissements, inscrits dans les immobilisations corporelles, pour la réalisation de **travaux** liés à une implantation ou à un développement d'activité ;
- Des investissements, inscrits dans les immobilisations corporelles, liés à l'acquisition de **nouveaux équipements productifs** ;
- L'acquisition du **fonds de commerce lorsqu'il s'agit du dernier commerce de la commune et lorsque celui-ci a une composante alimentaire.**

Seront exclus :

- Immobilisation incorporelle (ex. fonds de commerce sauf dernier commerce de la commune lorsque celui-ci a une composante alimentaire, brevet, droit au bail...) ;
- Actifs circulants.

### 2.2. Modalités financières

Taux d'aide fixé à 20% de l'investissement HT. Prend la forme d'une subvention.

Plancher des investissements : 2 500 €HT, soit une aide minimum de 500 €.

Plafond des investissements : 50 000€ avec un plafond de la dépense subventionnable de 30 000 €HT, soit une aide maximum de 6 000 €

**Le montant des aides versées à une même entreprise est au maximum à 6 000 € sur une durée de 3 ans en un ou plusieurs dossiers.**

Cette aide n'est pas cumulable avec une aide du GIP Objectif Meuse.

### 2.3. Bénéficiaires

### 3- Aide à la première embauche de salarié

---

**Objectif :** Favoriser le développement de l'activité des entreprises par l'accroissement de leur masse salariale.

#### 3.1. Conditions d'éligibilité

L'entreprise doit cotiser au régime d'assurance chômage et recruter le salarié en CDI temps plein ou temps partiel (minimum 50%). L'aide sera proratisée en fonction du temps de travail.

Seront exclus :

- Dirigeant
- Détenteurs du capital social.

Procédure déclarative :

- L'employeur mentionne sur la DSN, l'identité, le montant de la rémunération mensuelle brute et le nombre d'heures rémunérées.

#### 3.2. Modalités financières

Aide fixée à 1 000 € par an pendant trois ans.

Cette aide sera versée semestriellement à compter de l'embauche (500€/semestre)

#### 3.3. Bénéficiaires

Entreprises commerciales, artisanales et agricoles (hors micro entreprises)

### 4. Principes généraux

---

#### 4.1. Contexte

La loi NOTRe du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale impacte directement la compétence développement économique du Département de la Meuse en supprimant la compétence générale. La loi renforce le rôle de la Région en matière de développement économique.

Le Conseil Départemental ne peut plus intervenir sur les dossiers d'aide à l'immobilier en faveur des entreprises artisanales et commerciales.

La Région doit disposer d'un SRDEII (Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation) et d'une convention avec les EPCI souhaitant développer une action d'aide aux entreprises.

La Communauté de communes de Commercy - Void - Vaucouleurs a décidé de se substituer au département pour accompagner les projets des PME et TPE du territoire, via un règlement d'intervention.

Le versement de la subvention doit inciter les entreprises à s'installer sur le territoire ou à développer une activité existante.

#### 4.2. Composition des dossiers

Les demandes d'aide doivent être préalables à l'investissement. Le dossier complet de demande sera adressé au plus tard dans les 6 mois de la demande préalable. Il comprend une déclaration des autres aides « de minimis » reçues au cours des deux précédents exercices fiscaux et de l'exercice fiscal en cours et de celles qui seraient sollicitées par ailleurs pour le même projet.

- Un formulaire de demande qui reprend l'identité de l'entreprise, les effectifs, la description du projet, le coût total du projet, le calendrier prévisionnel, et l'obligation et attestation du porteur du projet,
- Une note explicative précisant l'objet de l'opération, sa durée, son coût prévisionnel HT,
- Une lettre d'intention du chef d'entreprise actant le projet d'investissement et sollicitant la subvention,
- Devis,
- Attestation K-bis ou déclaration URSSAF,
- Compte de résultat prévisionnel,
- RIB de l'entreprise.

En fonction de la nature du projet, des pièces complémentaires pourront être demandées pour l'instruction du dossier.

La demande d'investissement doit être faite uniquement par courrier adressé à Monsieur le Président de la Communauté de communes de Commercy - Void - Vaucouleurs. Un accusé réception sera transmis.

Envoyé en préfecture le 05/11/2019  
Reçu en préfecture le 06/11/2019  
Affiché le  
ID : 055-200066157-20191030-171\_2019-DE

#### **4.3. Décisions d'attribution**

L'attribution de l'aide à l'investissement fait systématiquement l'objet d'une décision du comité de pilotage (commission développement économique).

#### **4.4. Durée de validité de la décision**

Les dépenses doivent être justifiées au plus tard dans l'année civile qui suit la date d'attribution de la subvention, sauf accord express d'une dérogation.

A défaut de réalisation de l'opération l'année suivant la notification, la décision d'octroi de subvention devient caduque et la subvention est perdue par le bénéficiaire. Les sommes réservées pour le projet caduc peuvent être attribuées à un autre projet.

#### **4.5. Modalité de paiement**

Aucune avance ne peut être accordée. Les subventions feront l'objet d'un versement unique.

Le versement de la subvention est effectué sur justification de la réalisation des investissements et de la conformité de leurs caractéristiques avec le projet, objet de l'aide. Le bénéficiaire devra fournir des factures acquittées ou DSN dans le cadre de l'aide à l'embauche.